

## **La stratégie de tension : hier et aujourd'hui.**

### **D'activistes d'imc uk/italy/de [extrait de France.indymedia.org]**

Le climat actuel d'alertes à la bombe et de représailles policières a beaucoup de points communs avec le paysage politique italien des années 1970. Ce qui suit est une discussion de la " stratégie de tension " italienne.

Comme dans la plupart des pays occidentaux, la fin des années 60 en Italie fut marquée par une énorme remontée des mouvements étudiants, mais on assista aussi à une reprise considérable de l'activisme politique au sein d'autres institutions du pays. En 1969, les comités d'usine (consigli di fabbrica) virent le jour. Une conséquence de l'apparition de ces comités fut l'établissement du *statuto dei lavoratori* (" statut des travailleurs " ou législation du travail). Cette période vit aussi la légalisation du divorce, l'introduction d'une décentralisation régionale, la reconnaissance du statut d'objecteur de conscience et maintes autres innovations législatives. Ces changements étaient la conséquence directe de l'action directe qui se déroulait depuis 1968.

Vers 1973-74, les choses se mirent à changer. La gauche parlementaire italienne se décomposa et ne fut plus associée aux institutions sociales qui venaient d'émerger, et le Parti Communiste Italien (PCI) entreprit en fait de négocier avec les Chrétiens Démocrates (DC), parti de droite (c'est le fameux *compromesso storico* ("compromis historique"). Les quatre années de 1974 à 1978 virent un resserrement progressif de l'alliance entre DC et PCI, une alliance qui s'étendit depuis le gouvernement et le parlement à l'ensemble du système de pouvoir, y compris les syndicats, la presse et même la police. Ceci allait totalement à l'encontre du contexte économique né des mesures déflationnistes italiennes et de la restructuration industrielle du système italien de fabrication et de production. Le "compromis historique" s'était construit autour de ces "mesures d'austérité". Simultanément et en réponse directe aux dites mesures d'austérité, les luttes sociales menées par une base très large s'intensifiaient et amorcèrent leur rupture totale avec toute représentation institutionnelle.

La répression exercée par les patrons d'usines et par la police sur l'ensemble de la société augmenta, y compris l'adoption de toute une série de nouvelles lois. Ces changements furent vus comme une atteinte radicale à la démocratie et le mouvement social commença à s'armer. Un de ses groupes, les Brigades Rouges, émergea parmi les travailleurs des grosses usines du Nord, qui avaient été soumises à une restructuration brutale. Ce fut une époque de luttes constantes des travailleurs et de violence urbaine continuelle. C'est alors que l'état (avec l'aide des États-Unis) commença à faire régner ses propres formes de "terrorisme".

La " stratégie de tension " fut d'abord formulée en 1965 au Congrès de l'Instituto Polio (institution militaire italienne). La stratégie comportait deux étapes. La première consistait en une infiltration des groupes de gauche par les fascistes, la seconde en une campagne d'explosions.

L'un des agents les plus notoires en matière d'infiltration était un "Nazi-Maoïste" du nom de Mario Merlino. En 1969, Merlino infiltra une organisation anarchiste. Ce groupe fut vite accusé de l'explosion d'une grosse bombe à Bologne. Ce fut le premier acte de "tension." Merlino, accusé d'être impliqué dans l'explosion, ne fut cependant jamais condamné.

L'usage aveugle d'explosions parmi la population et la menace d'un coup d'état de droite servirent à stabiliser le contrôle politique d'un gouvernement de centre-droite. Les explosions eurent lieu lors de manifestations et de réunions publiques, dans des trains et des gares. D'autres eurent lieu sur le train "Italicus" en 1974 et prirent fin avec la dernière explosion "officielle" à Brescia où une bombe explosa sur la Piazza della Loggia. Les anarcho-syndicalistes furent dénoncés comme responsables de l'explosion. Une grosse partie des preuves qui auraient permis d'identifier les responsables de cette dernière attaque furent

détruites par la police. L'explosion de 1980 à Bologne, bien que souvent considérée comme le sommet de la "stratégie de tension", était en fait l'œuvre de la Mafia et des fascistes. De telles actions par l'État ne firent qu'intensifier le désir de la résistance de se battre pour le droit à la liberté d'expression.

Maints autres incidents eurent lieu durant cette période, y compris les "accidents" mortels, "suicides" et "disparition" de nombreux activistes de gauche.

En 1977, la tension augmenta considérablement. A la fin d'une manifestation, un militant de gauche fut tué par la police et une émeute s'ensuivit. Le maire "communiste" et le gouvernement envoyèrent des voitures blindées pour démolir les barricades.

A Milan, Turin, Naples, Padoue, Rome et Bologne, on assista à d'énormes défilés lors desquels, de plus en plus souvent, des groupes armés firent leur apparition. Parmi les travailleurs et les mouvements prolétariens urbains, la résistance à la restructuration grandissait de façon irrésistible, dans un climat d'amertume vis-à-vis de ce que la population percevait comme une trahison par la gauche officielle.

A partir de 1978 environ, le mouvement commença à s'effondrer. Certains disaient que les mouvements sociaux se détournèrent trop de leurs objectifs au profit d'actes de violence absurdes, mais il faut tenir compte du contexte, de l'escalade de la répression policière. L'introduction d'une police spéciale, de tribunaux spéciaux, de prisons spéciales, et de mesures d'urgence spéciales créèrent de fait un état d'urgence.

Beaucoup des lois créées durant la période de "stratégie de tension" sont toujours en vigueur. Elles incluent des peines de prison de 3 à 6 ans pour la distribution de tracts politiques et jusqu'à sept ans de prison à titre de "prévention" d'actions potentiellement dangereuses. Amnesty International a dénoncé la torture pratiquée dans les prisons italiennes en 1981. A ce jour, il y a encore 200 prisonniers politiques en Italie.

Des tentatives semblables visant à diviser le mouvement et à créer une tension parmi les manifestants semblent être derrière l'avalanche récente d'"explosions". Si on y ajoute la décision d'installer des missiles durant les manifestations anti-G8, l'intimidation policière de journalistes et de contestataires, le refus du droit à la liberté de déplacement à travers l'Europe, les tirs de police à Gothenburg et les innombrables arrestations, il semble bien que nous soyons confrontés à une "stratégie de tension" internationale.

Tout ceci montre que l'"État" (italien, européen et international) est inquiet. Nous avons fait monter la tension, et ils ont réagi. Ils savent que le mouvement "anticapitaliste" est en train de grossir et qu'ils vont avoir à faire face à plus de 100.000 manifestants dans les rues de Gênes. Cette réaction du gouvernement italien est d'une certaine façon un signe positif. Il montre que le mouvement va de l'avant, gagne de la vitesse, et que nous devons rester forts face à l'intimidation.

Il est donc important de se concentrer sur les problèmes (les questions importantes), de garder toute sa tête et de ne pas paniquer. La tâche-clé à Gênes et sur la scène internationale, c'est la discussion de nos propres stratégies, l'analyse des conséquences économiques et sociales actuelles du capitalisme et nos espoirs pour l'avenir.

Pour plus ample information sur la tension stratégique, voir :

- <http://www.ecn.org> Site du Centri Sociali Italien
- <http://www.clarence.com/contents/societa/memoria> Banca Dati Della Memoria (Banque de Mémoire/Archive)
- <http://www.clarence.com/contents/societa/speciali/010702piazzafontana>
- <http://www.clarence.com/contents/societa/speciali/010702piazzafontana/storia.html>
- La Verita Su Una Strage - Fabrizio Calvi e Frederic Laurent, Mondadori (Livre sur la Piazza Fontana)